

Correo Internacional



**Publication de la LITci. Nouvelle époque. Num. 143
Septembre 2008**

Bolivie

Evo capitule encore une fois devant l'extrême droite

Après plusieurs jours d'extrême tension dans la confrontation entre le gouvernement d'Evo Morales, d'une part, et les gouverneurs et la bourgeoisie d'extrême droite de la « Media Luna », d'autre part, la situation a débouché sur une négociation officielle entre le gouvernement et ces gouverneurs (groupés dans la Conalde - Coordination Nationale Démocratique), pour arriver à un accord.

Selon la presse internationale, cette négociation représente la seule issue possible à la situation, afin d'éviter une guerre civile dans le pays. En même temps, on affirme qu'elle trouve un équilibre entre les intérêts des deux parties, qui devront céder quelque chose pour conclure l'accord.

Toutefois, la réalité montre que **cette négociation et son possible résultat représentent, en réalité, une nouvelle capitulation d'Evo, qui peut rendre possible un triomphe de la bourgeoisie d'extrême droite.**

Pour comprendre cette affirmation, il suffit de voir les points qui seront soumis à signature dans l'accord. D'une part, la bourgeoisie de la *Media Luna* s'engage à mettre fin aux blocages, à restituer les bâtiments nationaux occupés et à accepter la détention et la mise en accusation du gouverneur de Pando, Leopoldo Fernández (non pour les dizaines d'assassinats dont il est responsable, mais uniquement pour « violation de l'état de siège »). D'autre part, le gouvernement national accepterait de retarder le referendum pour approuver le projet de Constitution élaboré par l'Assemblée Constituante (considéré « *excessivement indigéniste et étatiste* » par la bourgeoisie de la *Media Luna*) et il examinerait son contenu dans des négociations ; en outre, il se engage à restituer à ces gouverneurs la partie correspondante de l>IDH (Impôt en concept de Droits sur les Hydrocarbures) et « d'approfondir les autonomies ».

Autrement dit, en échange de points qui font partie du simple droit légal et politique (et qui ne devraient donc être soumis à aucune négociation), le gouvernement d'Evo

accorderait toutes les exigences pour lesquelles la bourgeoisie de la *Media Luna* a entamé récemment ses mouvements violents. Pourquoi tout cela ?

Qu'est que c'est la bourgeoisie de la *Media Luna*?

En Bolivie, on appelle *Media Luna* la région qui comprend les départements de Santa Cruz, Beni, Pando et Tarija. Ces départements, bien qu'ils n'hébergent qu'un tiers de la population du pays, recèlent une part très importante des richesses naturelles boliviennes (pétrole, gaz, fer, production de soja et de viande). Ils produisent presque 60 % du PIB national et plus de deux tiers des exportations.

Ce développement date des dernières décennies, alors qu'au contraire, l'économie du reste de la Bolivie (l'altiplano central) stagnait ou reculait. Cette réalité a mené ces bourgeoisies régionales à promouvoir l'exigence d'un présumé « droit à l'autonomie » à l'intérieur de la Bolivie, qui menace même de diviser le pays. Il ne s'agit pas de l'exigence bien fondée d'une nationalité opprimée contre le pays oppresseur. Au contraire, il s'agit de l'exigence réactionnaire d'un secteur bourgeois très puissant, qui veut « l'autonomie » pour négocier directement avec l'impérialisme et les pays plus forts de la région (comme le Brésil) le bradage de ces richesses, afin d'obtenir une marge plus grande que celle obtenue actuellement (en éliminant la médiation du pouvoir central de La Paz) et pour se débarrasser, en passant, de « l'altiplano indigène, pauvre et rebelle ».

Selon un article de l'agence *Econoticias.Bolivia*, les propriétaires de la région sont « quelques 100 puissants clans familiaux, qui contrôlent l'agro-industrie, le commerce extérieur, la banque et les grands moyens de communication ». Ces clans d'entrepreneurs familiaux possèdent des latifundia gigantesques qui, selon un rapport du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), totalisent 25 millions d'hectares.

Cette coalition « d'autonomistes puissants » est dirigée par la bourgeoisie de Santa Cruz, la plus forte et la plus dynamique du pays, avec un projet politique propre, mis en oeuvre depuis plusieurs années. Certains de ses membres ont une origine européenne beaucoup plus récente. Par exemple, son principal dirigeant, Branko Marinkovic, est le fils d'un immigrant croate. Grand propriétaire terrien (26 000 hectares), il a en outre un poids important dans le secteur de la production et l'exportation d'huile de soja et il est le directeur de la puissante entreprise *Transporte de Hidrocarburos*, qui met en oeuvre 6 000 km de gazoducs et d'oléoducs menant au Brésil, à l'Argentine et au Chili. Exxon et Shell ont 50 % du capital de cette entreprise.

Un projet d'extrême droite

Sur la base de ce pouvoir économique, les bourgeoisies de la *Media Luna* ont déjà obtenu, par voie électorale, le pouvoir politique de leurs départements. Forts de cela, ils essaient de mettre sur pied un « Etat à eux », avec son propre parlement et sa propre police, et d'obtenir le contrôle absolu sur les richesses de la terre, les hydrocarbures, les impôts, l'éducation, etc.

C'est un projet qui adopte une idéologie profondément raciste, de dédain envers les « Indiens », c'est-à-dire envers la majorité de la population, non seulement de la Bolivie mais aussi de leurs propres régions. Et surtout, cette orientation d'extrême droite ne se limite pas à l'idéologie mais se manifeste aussi dans l'action.

Les « Comités civiques » formés par ces bourgeoisies régionales, et des organisations comme l'Union de la Jeunesse Civique de Santa Cruz (UJC), utilisent des méthodes fascistes (c'est-à-dire, de guerre civile) pour réprimer les masses, spécialement les paysans de la région. Les assassinats récents de dizaines de paysans à Pando sont un exemple de cela (voir l'encadré). Dans le cas de l'UJC, l'organisation est formée par les fils des entrepreneurs et des grands propriétaires terriens, mais elle incorpore aussi des jeunes de classe moyenne, soucieux de grimper dans l'échelle sociale.

La bourgeoisie de la *Media Luna* est parvenue à gagner un secteur important des classes moyennes régionales pour son projet. En même temps, les élections montrent qu'elle a le soutien électoral de certains secteurs du mouvement de masses. Il n'est pas clairement établi toutefois si cet appui concerne l'ensemble de sa politique et ses méthodes ou si, au contraire, il exprime seulement une confusion temporaire face aux promesses d'une amélioration du niveau de vie avec l'« autonomie ».

Ce projet d'extrême droite peut compter sur le soutien du gouvernement des Etats-Unis. Les relations étroites de Phillip Goldberg, l'ambassadeur expulsé par le gouvernement d'Evo, avec Marinkovic, ainsi que le financement des politiciens d'extrême droite de la *Media Luna* par l'agence américaine de coopération (Usaid), en témoignent. Le projet dispose probablement aussi du soutien de secteurs de la bourgeoisie brésilienne, avec des intérêts importants dans la région à travers Petrobras et la production de soja (le tiers de la terre destinée à cette culture étant entre les mains de bourgeois brésiliens ou de leurs prête-noms).

Les capitulations d'Evo

Ce projet d'extrême droite avance de façon accélérée : il contrôle déjà une partie du pays, il menace la production de gaz et il s'impose face à l'impuissance ou l'inaction du gouvernement. C'est pourquoi, comme le signale la déclaration récente de la LIT-QI, nous nous demandons : « *Comment est-il possible que cela ait lieu dans un pays qui a vécu, durant ces dernières années, deux révolutions qui ont renversé des gouvernements de droite ? [...] Comment ce mouvement peut-il avoir tant de force dans un pays où, il y a moins de deux mois, le président a obtenu presque 70 % des voix pour confirmer son mandat lors d'un référendum révocatoire ?* ».

La même déclaration répond à ces questions : « *La seule explication possible est la politique de conciliation du gouvernement. Le gouvernement d'Evo Morales refuse de réprimer le mouvement d'extrême droite et de mobiliser les masses contre lui, alors qu'il n'a pas hésité, récemment, de réprimer durement la lutte des mineurs de Huanuni en défense de leur pension et d'autres exigences, en tuant plusieurs travailleurs dans cette répression. A tout moment, Evo cherche des accords ou des pactes avec la bourgeoisie de la Media Luna pour gouverner conjointement le pays. Il refuse d'envoyer des troupes à tous les Départements pour récupérer les bâtiments publics occupés, sous prétexte de "ne pas verser de sang" ».*

Mais des dizaines de paysans et d'indigènes ont déjà été assassinés dans la *Media Luna* par les bandes d'extrême droite. Le sang coule déjà. Ce n'est donc pas la véritable raison de la politique d'Evo. Pour nous, l'explication profonde de cette politique est que, au-delà de l'origine paysanne et indigène de ce gouvernement et du fait que la majorité du peuple bolivien le voit comme « son gouvernement », il s'agit bel et bien d'un

gouvernement bourgeois, qui cherche à défendre le système capitaliste et l'Etat bourgeois bolivien, qui cherche à éviter l'approfondissement des processus de mobilisation de masses qui menacent de le faire tomber. C'est pourquoi, bien que durement attaqué par la bourgeoisie de la *Media Luna* et l'impérialisme, il insiste sur la politique de conciliation avec eux.

La conciliation fortifie l'extrême droite

Il est évident que la « conciliation » promue par Evo a seulement laissé la voie ouverte pour que l'extrême droite avance. En premier lieu, celle-ci s'est déployée dans les départements de la *Media Luna*, et cette légalité et ces fonds ont servi pour développer son projet. Maintenant, à travers l'action directe, elle hausse le ton et se fortifie de plus en plus, en occupant le vide de pouvoir laissé par le gouvernement et en avançant avec son projet.

Pire encore, cette politique de conciliation essaye de paralyser et de démoraliser une réaction possible des masses, qui seraient la seule force capable de faire face à l'extrême droite et de la mettre en échec. C'est une politique qui ne peut pas être qualifiée autrement que de « suicidaire » et dont la droite profitera avec de nouvelles attaques, malgré l'accord qu'elle est en train de signer avec le gouvernement et qui consolide ses avancées.

Il faut s'organiser pour faire face à la droite dans la rue

Fortifiée par cette victoire possible, l'extrême droite voudra continuer à avancer et répétera les méthodes violentes qui lui ont si bien réussi jusqu'à présent. Les assassinats de Pando montrent ce que sera le futur bolivien si l'extrême droite s'impose. Si le gouvernement d'Evo ne se décide pas de la combattre à fond, le peuple bolivien doit se mobiliser et exiger de lui qu'il le fasse.

Mais le peuple ne peut pas attendre passivement la réponse d'un gouvernement qui, jusqu'à présent, a toujours opté pour la conciliation. Pour faire face à l'extrême droite et la mettre en échec, il est nécessaire que les travailleurs et les masses boliviennes développent leur propre mobilisation autonome et s'organisent pour cela.

C'est pourquoi, nous revendiquons la déclaration approuvée par les mineurs de Huanuni qui dit : « *Prison pour tous les séditions ! Qu'ils s'en aillent de notre pays ! Faisons avec ces fascistes la même chose que le Président a fait avec l'Ambassadeur des Etats-Unis ! Ça suffit ! Assez de mineurs et de paysans assassinés ! Assez d'agressions contre le pays ! Assez de propriétaires fonciers et d'oligarques qui veulent contrôler toute la Bolivie ! Il faut freiner la violence de l'oligarchie. Nous tous, toute la classe ouvrière, nous devons reprendre les mobilisations et faire valoir l'"agenda d'octobre", qui propose de combattre pour l'expropriation des propriétaires fonciers de l'Est bolivien. La terre aux paysans et aux indigènes et pour une véritable nationalisation du gaz et de l'industrie minière. Non au racisme et à la discrimination de nos frères ! [...] Pour l'unité du peuple, en lutte contre les séparatistes et pour freiner l'escalade de violence. Le seul chemin est la mobilisation des travailleurs et des paysans pour mettre en échec l'oligarchie. »*

C'est une proposition absolument réalisable, tant par l'histoire combative du peuple bolivien que par sa réalité actuelle. Même si la majorité a encore confiance dans le

gouvernement d'Evo Morales et le soutien, partout apparaissent des mobilisations qui montrent la disposition à faire face à l'extrême droite et à la mettre en échec.

Il y a les mobilisations massives convoquées depuis *El Alto* et par la COB nationale, qui ont réuni des dizaines de milliers de personnes à La Paz, ainsi que le blocage de la route de Cochabamba à Santa Cruz par les paysans du Chaparé. Il y a les habitants de *Plan 3 000*, un des quartiers les plus pauvres de la ville de Santa Cruz, avec 300 000 habitants constamment attaqués par les bandes fascistes des « Civiques », qui ont commencé à s'organiser pour se défendre contre les attaques et sont déjà parvenus à défendre le quartier à plusieurs reprises.

Ce sont ces mobilisations, dans une grande mesure fruits de la condamnation du massacre de Pando, qui ont forcé le gouvernement d'Evo à assumer un discours plus « dur » et à prendre des mesures pour donner satisfaction à cette base, avec la détention du gouverneur de Pando. Ce sont ces mobilisations qui empêchent jusqu'à maintenant le gouvernement de brader les « autonomies des nations originaires », inclus dans le projet de Constitution, lors des négociations.

Pour se mettre à la tête de cette lutte, la COB doit avoir de l'indépendance face au gouvernement

Dans un autre article de cette édition, nous analysons plus profondément ce qu'est le fascisme et comment lui faire face. La conclusion principale est que seule la classe ouvrière, à la tête des masses paysannes, indigènes et populaires, peut le mettre en échec, sans aucune confiance dans les gouvernements qui s'arrangent avec l'extrême droite, et avec une autonomie totale par rapport à ces gouvernements

En ce sens, le rôle que peut jouer la COB est fondamental. Mais pour ce faire, cette organisation doit changer d'orientation et doit retirer son appui et son soutien au gouvernement d'Evo, un soutien que son secrétaire exécutif, Pedro Montes, vient de signer avec le gouvernement, au nom de la COB, ensemble avec des dirigeants paysans et le dirigeant de El Alto, Edgar Patana, qui ont toujours soutenu le gouvernement.

Nous nous référons à « *l'Accord pour la défense de la démocratie, l'unité et l'intégrité du pays* ». L'objectif de ce pacte serait « *la défense de l'unité du pays et la défense de la démocratie touchée par un putsch civil* » en même temps qu'il condamne « *la haine et le racisme fasciste et néonazi et l'attitude des gouverneurs et des dirigeants néolibéraux* ». Toutefois, le texte inclut aussi explicitement « *le soutien à l'attitude révolutionnaire* » du président Morales dans sa réponse à l'attaque de la bourgeoisie de la *Media Luna*. C'est-à-dire, sous le couvert de la nécessité de faire face à cette bourgeoisie, l'accord intègre la COB dans un front de soutien au gouvernement d'Evo et à sa politique de conciliation. Si cet accord se maintient, il n'y a aucune possibilité que la COB soit la direction dont les masses boliviennes ont besoin pour mettre en échec l'extrême droite.

C'est pourquoi, nous faisons nôtres les critiques qu'ont fait les secteurs les plus combattifs de la COB, qui n'ont pas été consultés. C'est le cas de Guido Mitma, secrétaire exécutif de la Fédération de Mineurs, qui a déclaré que la signature de l'accord était « unilatérale et inorganique » et qu'elle compromettait « l'indépendance politique des travailleurs ». Il a aussi mis en question « *le dialogue et les négociations que le président Morales mène avec l'oligarchie* » et il ajoute : « *Nous, les mineurs, nous assumons le compromis de préserver l'intégrité du territoire national et de la*

démocratie. Mais le dialogue avec l'oligarchie et les concessions envers elle n'apporteront rien de bon pour les travailleurs et le pays. [...] Au contraire, il faut approfondir "l'agenda d'octobre", qui prône la nationalisation réelle des ressources naturelles non renouvelables qui sont toujours entre les mains des transnationales ; l'expropriation des immenses latifundia dans l'Est et dans les vallées ; la distribution de la terre entre les paysans et les indigènes pauvres ; et l'amélioration dans les conditions de travail et de vie des travailleurs. » Il a revendiqué, en outre, des résolutions de congrès de mineurs qui expriment : « Assez de concertation avec les conspirateurs et les saboteurs du véritable processus de changement. » Il est indispensable que cette proposition correcte se transforme substantiellement en action, par exemple, en expropriation immédiate des « 100 clans ».

Pour cela, il faut reprendre la tradition glorieuse des mineurs dans la Révolution de 1952 (spécialement celle des milices ouvrières de la COB), des mobilisations de 1985 et des soulèvements triomphants de 2003 et de 2005, quand les travailleurs et les secteurs populaires ont fait face à la répression armée dans la rue et l'ont mise en échec.

Les mineurs, qui ont critiqué durement la signature de l'accord avec le gouvernement, doivent combattre pour que la COB rompe cet accord et lance un appel à tous les syndicats, aux organisations paysannes, populaires et démocratiques, pour former un grand Front Unique afin de faire face aux fascistes au moyen de l'action directe. Une grande mobilisation nationale de masses est nécessaire pour mettre en échec la droite.

Il est évident, en outre, qu'on ne peut pas faire face aux groupes des fascistes avec des mots ou des meetings sur la place publique. Il faut se défendre des groupes fascistes dans la rue, en utilisant des méthodes d'action directe. Il est urgent que les syndicats et les organisations paysannes organisent des milliers de groupes d'autodéfense parmi les mineurs, les paysans, les travailleurs industriels et les secteurs populaires, en reprenant la tradition glorieuse des milices de la COB de 1952. C'est le seul chemin pour mettre en échec l'extrême droite et les organisations fascistes.

La nécessité du soutien international

Le projet de l'extrême droite de la *Media Luna* représente une grande menace, non seulement pour les masses boliviennes mais aussi pour le mouvement ouvrier et les peuples de toute l'Amérique latine. Il s'agit d'un « essai » qui, en cas de succès, pourrait se répéter dans d'autres pays et régions « en conflit ». C'est pourquoi, il est indispensable de le mettre en échec. Il est indispensable d'apporter l'appui de tout le continent au peuple bolivien. Aidons à mettre en échec ce projet de l'extrême droite, avant qu'il ne se fortifie davantage et s'étende à d'autres pays.

La tâche immédiate est d'entourer le peuple d'actions de solidarité et de rejet du projet d'extrême droite, comme les mobilisations qui ont déjà eu lieu en Argentine, Equateur, Uruguay et Brésil. Il y a aussi la proposition de Conlutas du Brésil, que la solidarité avec le peuple bolivien et le rejet de l'extrême droite soit un des axes principaux de la « semaine anti-impérialiste » que l'ELACT (Rencontre Latino-Américaine et Caraïbe des Travailleurs) a décidé de réaliser en octobre. La LIT-QI s'engage à soutenir totalement ces actions.

<BOX 1>

Les assassinats de Pando

Il y a eu récemment, dans le département de Pando, des attaques extrêmement violentes contre des paysans, partisans du gouvernement, de la part de groupes armés d'extrême droite. On compte 28 assassinats et il y a 45 disparus dont on ne sait pas s'ils sont morts eux aussi, ou s'ils se sont enfuis pour échapper des bandes fascistes.

Une vidéo circule sur Internet, diffusée à l'origine par Canal 7 (étatique), qui montre comment les bandes de paramilitaires et de tueurs à gage, au service du gouverneur de Pando, Leopoldo Fernández, selon les témoignages rassemblés de quelques survivants, achèvent le massacre de paysans sans défense dans la rivière Tahuamanu.

Nous reproduisons le texte qui suit, à partir du matériel reçu de *BoliviaEnVideos.com* (16 septembre 2008) :

« Les images montrent comment les paysans se sont jetés à la rivière pour essayer de sauver leurs vies et de traverser l'affluent à la nage, mais les hommes armés tirent. Dans au moins deux occasions on entend dire : "là, il y a encore des Indiens". Celui qui parle est une des personnes situées sur la rive du Tahuamanu, tandis qu'on entend les rafales de mitrailleuse. [...] On voit aussi une personne, probablement un médecin, qui déclare : "Écoutez, c'est terrible, ça c'est un fusil, nous nous occupons de gens, à vrai dire, cette situation passe les limites, c'est terrible, c'est le comble, nous n'avons aucune sécurité". Pendant que les images passent, quelqu'un dont on voit une main, probablement un des tireurs à gage, signale avec ironie : "ils ont peur", tandis que ses compagnons continuent à tirer avec leurs armes. "Là, il y a beaucoup d'Indiens cachés", assure un autre des paramilitaires, alors que leurs victimes nagent désespérément en essayant d'atteindre l'autre rive de la rivière Tahuamanu et de pouvoir ainsi échapper à la pluie de balles. On écoute partout les rafales de mitrailleuse, et les projectiles qui font impact sur la surface de l'eau provoquent des ondes, qui certifient le massacre. La vidéo montre aussi quelques victimes, comme le corps d'Alfonzo Cruz, inerte, ainsi que des cercueils transférés dans une camionnette. Un des témoignages indique qu'on a trouvé un corps, des heures plus tard, en aval de la rivière, dont la mort est arrivée quand une balle est entrée par la nuque et est sortie par la bouche en la détruisant complètement. »

Le véritable rôle de l'Unasur

L'Unasur (Union de nations sud-américaines), créée en mai 2008, vient d'avoir son « baptême de feu » avec la réunion de présidents des pays membres, y compris Evo Morales. La réunion a eu lieu au Chili, en pleine crise bolivienne.

Un fait très important de cette réunion a été qu'elle a montré clairement le poids central occupé par le Brésil dans la région. Bien que la réunion ait été promue, initialement, par des pays plutôt favorables à Evo des Morales (le Venezuela et l'Argentine, auxquels s'est ajouté le Chili, qui occupe la présidence temporaire), elle a seulement été assurée quand le président du Brésil, Luiz Inácio Lula da Silva, a confirmé sa participation.

Bien sûr, pour y participer, Lula a mis clairement en avant quelques conditions : qu'elle soit demandée par Evo Morales et qu'elle soit orientée vers « *un dialogue conciliateur* » avec la bourgeoisie d'extrême droite de la *Media Luna* (appelée, de façon hypocrite,

« *acteur politique du pays* »), dans le but d'atteindre une « *solution négociée et soutenable* » dont le contenu est essentiellement celui de l'accord qu'Evo allait signer avec l'opposition, et que nous commentons dans l'article principal de cette édition. Ce n'est pas par hasard que le journal espagnol « *El País* » relate la réunion sous le titre : « *Lula prend les rênes de la crise bolivienne* ».

Pour écarter tout doute sur le fait que la position de Lula et du gouvernement brésilien est pleinement favorable à la bourgeoisie de la *Media Luna*, voyons cette déclaration de Marco Aurélio Garcia, conseiller spécial du gouvernement pour les Relations Extérieures, à propos de la situation (*O Estado de São Paulo*, 17 septembre 2008) : « *Dans notre évaluation, il y a un aspect négatif et un autre positif. [...] Le négatif a été l'ordre de prison pour le gouverneur de Pando, Leopoldo González. Le positif a été l'établissement d'un agenda de négociation entre le gouvernement et l'opposition autour de trois points : des changements dans le projet constitutionnel, l'autonomie des départements et les impôts.* ».

Noir sur Blanc, pour le gouvernement brésilien, est « négatif », la prison d'un gouverneur responsable de l'assassinat de dizaines de paysans par des bandes fascistes ; est « positif », le fait que le gouvernement accepte de capituler à toutes les exigences de la bourgeoisie de la *Media Luna*.

C'est à partir de cette position du gouvernement de Lula qu'il faut évaluer la véritable signification de la réunion et de la déclaration de l'Unasur. Il est vrai que, d'une part, elle soutient le gouvernement d'Evo face à « toute tentative de putsch ou de division du pays ». Mais en même temps - et c'est ce qui finalement a été l'objectif de fond de la réunion - la déclaration finale a comme centre, de promouvoir et de garantir la négociation qui concrétise cette nouvelle capitulation d'Evo face à l'extrême droite.

L'Unasur est née avec la soi-disant intention d'être une organisation internationale différente de l'OEA, plus indépendante des Etats-Unis puisque les représentants de ce pays n'y participent pas. Face à la situation bolivienne, elle aurait pu démontrer rapidement cette « indépendance », par exemple, en prenant la résolution d'expulser tous les ambassadeurs américains du sous-continent, comme ont fait les gouvernements d'Evo et de Chávez, et en rompant les relations diplomatiques avec les Etats-Unis aussi longtemps que le gouvernement de ce pays maintiendra son soutien à la bourgeoisie de la *Media Luna*. Mais, loin de prendre ces mesures politiques indépendantes minimales, les représentants de l'Unasur se trouvent actuellement en Bolivie, avec l'OEA, l'ONU et l'Eglise, comme observateurs pour « sanctifier » la capitulation d'Evo.

Qu'est-ce que le fascisme, et comment le combattre ?

Dans les dernières décennies c'est généralisée une tendance dans la gauche mondiale de définir tout mouvement, gouvernement ou politique réactionnaire de droite ou qui promeut une politique répressive contre le mouvement de masses comme « fasciste ». De cette manière on caractérise comme « fasciste », depuis le gouvernement de Bush et sa politique jusqu'à de nombreux mouvements, organisations et gouvernements partout dans le monde.

Cette généralisation abusive, entamée par le stalinisme pendant la période où est apparue le fascisme européen (les années 1920 et 1930), empêche de comprendre et d'étudier les véritables caractéristiques de ces processus et, par conséquent, de proposer les politiques et les méthodes adéquates pour les combattre.

Mais le plus grave est que ceux qui utilisent de manière généralisée la définition de « fasciste », n'appliquent pas les leçons historiques concernant la façon dont les travailleurs et les masses devraient combattre le véritable fascisme. De cette manière, leurs propositions politiques confondent doublement le mouvement de masses.

Actuellement, ce débat se développe autour de la discussion sur les caractéristiques du mouvement politique promu par la bourgeoisie de la *Media Luna* en Bolivie et comment lui faire face. Pour aborder mieux ce sujet spécifique, il nous paraît opportun de rappeler quelques définitions de Léon Trotsky qui, face à la confusion créée par le stalinisme, a été celui qui a étudié le plus sérieusement le phénomène du fascisme et a fait les propositions les plus correctes concernant la façon de le mettre en échec. Nous pensons spécialement à la série d'articles écrits tout au long des années 1930, réunis dans le recueil « *Comment vaincre le fascisme* ».

(<http://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/cvf/cvf.htm>)

Quelques définitions de Trotsky

Voyons les questions centrales développées par le révolutionnaire russe dans ces articles :

- a) Il définit le fascisme comme un mouvement politique promu par les secteurs les plus concentrés du capital financier et monopolistique et au service de ces secteurs, un mouvement qui recrute la petite bourgeoisie désespérée et paupérisée par la crise, des secteurs ouvriers déclassés par le chômage et des éléments clochards, pour attaquer et mettre en échec le mouvement ouvrier et de masses avec des méthodes de guerre civile.
- b) Les organisations fascistes sont, initialement, marginales ou petites. Mais elles peuvent acquérir rapidement un poids de masses, dû au fait que l'augmentation du désespoir de ces secteurs sociaux les pousse vers la droite, dans la mesure où la perspective de la révolution socialiste ne prend pas forme. Par conséquent, la classe ouvrière s'affaiblit comme alternative de direction pour offrir une issue à la crise et la décadence. En ce sens, Trotsky signale en 1930 que, « *si le parti communiste est le parti de l'espoir révolutionnaire, le fascisme, en tant que mouvement de masses, est le parti du désespoir contre-révolutionnaire* ».

La lutte pour la petite-bourgeoisie

C'est pourquoi, la politique que Trotsky propose pour combattre le fascisme se concentre sur deux questions principales. La première est que cette bataille était, dans une grande mesure, une lutte pour que le mouvement ouvrier gagne à son camp la petite bourgeoisie ou d'importants secteurs de celle-ci. Dans des époques de crise et de processus révolutionnaires, ce secteur social complexe, incapable d'être le sujet d'une issue politique propre, oscille entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, entre tourner à gauche ou à droite.

Si la classe ouvrière apparaît comme un pôle indépendant clair, et offre une possibilité certaine de révolution socialiste, elle gagnera d'importants secteurs petits-bourgeois dans cette perspective. Un facteur fondamental entre ici en jeu : l'existence d'une direction révolutionnaire (ou d'une alternative de direction) qui promeut cette politique.

Si au contraire la classe ouvrière n'offre pas une alternative claire et si la perspective de la révolution socialiste est diffuse et souffre du retard, le fascisme gagne des secteurs croissants et se fortifie de plus en plus. Autrement dit, la croissance des organisations fascistes est inversement proportionnelle à la force d'attraction de la classe ouvrière et ses organisations.

C'est pourquoi, Trotsky a critiqué durement la politique de promotion des gouvernements de « front populaire » (qui ont existé, par exemple, en France et en Espagne), une politique que le stalinisme commence à impluser en 1934. Il s'agit de gouvernements bourgeois dont font partie les organisations et les partis ouvriers, ensemble avec les secteurs non-fascistes de la bourgeoisie. Trotsky a qualifié le front populaire comme « *l'avant-dernière tentative de la bourgeoisie pour freiner la révolution, avant le fascisme* ».

Il alertait sur le fait que les fronts populaires, loin d'aider à mettre en échec le fascisme - l'excuse utilisée par le stalinisme et la social-démocratie pour y participer - aideraient seulement à son triomphe, par leur politique de conciliation de classes et leur politique de consistant à museler la mobilisation ouvrière pour qu'elle ne dépasse pas les limites du régime bourgeois, comme cela a été le cas en Espagne en 1939.

Il proposait que - au-delà de la possibilité de réaliser des actions unitaires ponctuelles avec des secteurs bourgeois pour combattre le fascisme - la seule politique révolutionnaire pour les partis et les organisations ouvrières était celle de ne faire aucune confiance ni de donner aucun appui à ces gouvernements. Il fallait maintenir l'indépendance et l'autonomie politique les plus absolues, tant pour combattre le fascisme, que pour combattre l'ensemble de la bourgeoisie et le gouvernement lui-même. Toute forme d'appui à ces gouvernements, y compris les formes indirectes ou honteuses, mènerait à la défaite de la classe ouvrière et ouvrirait le chemin du triomphe du fascisme, comme nous avons vu.

La nécessité de combattre le fascisme dans la rue

Le second aspect central de sa proposition se résume en une phrase frappante : « ***On ne discute pas avec le fascisme, on le combat.*** » De cette façon, il exprimait que, face à des mouvements de ce type, on ne peut pas agir de la même manière que face à d'autres courants, quand on dispute leur influence parmi les travailleurs et les masses à travers l'activité politique traditionnelle. (« *Avec le fascisme, on ne discute pas* »).

Pour lui, le centre de l'action des travailleurs devait se trouver dans la lutte physique, le combat militaire avec les bandes fascistes (« *le fascisme, on le combat* »). Pour cela, il proposait la formation de groupes d'autodéfense et de milices ouvrières, capables, en premier lieu, de défendre les quartiers, les syndicats, les grèves et les mobilisations ouvrières contre les attaques des fascistes. Au fur et à mesure que l'on obtenait des triomphes partiels dans ces combats, ceci renforcerait la confiance et la détermination des travailleurs et démoraliserait les bases des fascistes, permettant ainsi de passer à une offensive plus généralisée pour détruire ces organisations.

En rapport étroit avec ce qui précède, il y a sa proposition de former un **front unique des organisations ouvrières** (essentiellement les communistes et les social-démocrates, les deux grands partis ouvriers de l'Europe, à cette époque). Ce front

avait pour but de donner une réponse conjointe de la classe aux attaques fascistes. En même temps, il cherchait à promouvoir les luttes unifiées contre les attaques économiques de la bourgeoisie (la chute du salaire par l'inflation, le chômage, etc.), afin que ces luttes soient le préambule de la lutte plus stratégique pour la révolution socialiste.

Quelques leçons pour la Bolivie actuelle

Abordons maintenant la situation bolivienne dans ce cadre théorico-politique. Il faut y incorporer un élément : la Bolivie n'est pas un pays impérialiste mais une semi-colonie très pauvre. C'est-à-dire, il ne s'agit pas d'un mouvement promu directement par la bourgeoisie monopoliste plus concentrée (l'impérialiste) mais par une bourgeoisie profondément dépendante. Rappelons que Trotsky, en comparant les formes qu'adoptaient les régimes politiques en Amérique latine avec ceux des pays impérialistes, dans les années 1930, a toujours souligné cette différence et a utilisé différentes dénominations pour l'exprimer : bonapartisme sui generis, semi-fascisme, etc.

Indépendamment de ces considérations théoriques, il est évident que le projet politique de la bourgeoisie de la *Media Luna* a développé des caractéristiques fascistes fortes. D'abord, c'est la réponse du secteur le plus fort de la bourgeoisie du pays, à un processus révolutionnaire qui n'a pas été mis en échec mais qui, à la fois, n'avance pas vers une révolution ouvrière socialiste. Deuxièmement, ce secteur coexiste avec un gouvernement de front populaire, qu'il considère comme « ennemi », sans que cela l'empêche de profiter de sa politique de conciliation, sa politique de paralysie de la mobilisation des masses pour avancer et se fortifier. En même temps, son idéologie est clairement raciste et dédaigneuse envers les « Indiens ».

L'essentiel est toutefois que, en ayant obtenu le pouvoir au niveau départemental, cette bourgeoisie promeut et s'appuie sur des organisations qui, comme l'Union Juvénile de Santa Cruz, gagnent des secteurs de la petite bourgeoisie pour attaquer le mouvement de masses avec des méthodes de guerre civile. L'attaque se dirige non seulement contre les travailleurs et les secteurs urbains pauvres mais, spécialement, contre la paysannerie.

Il est très difficile de spécifier si ces « détachements de choc » ont déjà un poids de masses ou s'il s'agit encore d'organisations d'une avant-garde nombreuse et active. Mais l'expérience historique montre qu'ils se développent très rapidement, si l'adversaire n'y fait pas face avec une décision totale.

C'est pourquoi, en même temps que nous avançons dans l'élaboration théorico-politique pour spécifier leur caractérisation, il était indispensable de reprendre les propositions politiques de Trotsky pour combattre le fascisme.

D'abord, qu'on ne discute pas avec le fascisme mais qu'on le combat dans la lutte physique et dans la confrontation militaire. C'est la seule façon réelle pour le mettre en échec. Deuxièmement, que la politique de conciliation de classes proposée par les fronts populaires mène seulement au renforcement et au triomphe du fascisme. Par conséquent, soutenir ces gouvernements bourgeois, avec l'excuse de « s'unir pour combattre le fascisme », est à la longue un chemin vers la défaite. Seule une action et une organisation indépendantes de la classe ouvrière peuvent lui faire face.

En troisième lieu, il est nécessaire que la classe ouvrière avance en vue de la révolution socialiste, pour être un pôle clair de référence pour la petite-bourgeoisie, de plus en plus séduite par le fascisme, et la gagner de cette façon, ou au moins, la diviser.